

L'État fasciste en Italie

par Christian de Montlibert, sociologue

Logiques du fascisme. L'État totalitaire en Italie, de Jean-Yves Dormagen, Éditions Fayard, 2008, 400 pages, 30 euros.

Voilà un livre qui paraît à point et qui, après les déclarations de Berlusconi (« Mussolini n'a jamais tué personne. Mussolini envoyait les gens en vacances ») et les études d'historiens trop empressés d'oublier le passé (« le fascisme n'aurait été qu'un banal régime autoritaire »), montre que le fascisme avait bien les moyens de contrôler la vie quotidienne du peuple italien.

Jean-Yves Dormagen, professeur de sciences politiques à l'université de Montpellier, après avoir développé une critique très stimulante des présupposés qui encombrant les études sur le fascisme, réalise, à partir d'archives, une enquête sociologique sur les « élites » de la société italienne de ce temps. Adossés à des tableaux statistiques et à des analyses de trajectoires sociales individuelles, les résultats sont saisissants. Les postes dans les instances dirigeantes des organismes publics ont été attribués à des fascistes : à tous les rangs de la société, il fallait donner des gages et des preuves de son appartenance fasciste pour obtenir un emploi ou une promotion. Ainsi le fascisme est parvenu à pénétrer en profondeur la société italienne.

Le fascisme étend l'emprise de l'État en développant une administration para-étatique, qui contrôle non seulement l'ensemble des activités économiques, mais aussi le secteur de la protection sociale et nombre d'activités sociales. Les administrateurs de ces instances proviennent du champ politique au détriment de la fonction publique. Ils devaient tout au Parti fasciste (ce sont de purs professionnels de la politique) et ont connu une carrière plus rapide et plus gratifiante que celle des fonctionnaires des administrations. S'ils sont peu diplômés et n'ont guère de capital économique, ils sont dévoués au Parti.

Le contrôle de pans du dispositif étatique par le mouvement fasciste favorise ainsi l'émergence de hiérarques qui cumuleront titres, fonctions et revenus. Cette organisation permet une étatisation de la société et un contrôle de la conformité politique de plus en plus poussés. Le Parti fasciste devient une instance décisive du marché du travail avec une sorte de « patronage des emplois » qui entraîne un « clientélisme politique de masse » justifiant un culte de la personnalité de Mussolini particulièrement accentué.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la République de Salò (1943-1945), à l'épuration dans le secteur public et à ce que l'auteur appelle « la puissante hérédité du fascisme entre 1946 et 1956 ». Sous l'influence du Vatican, la démocratie chrétienne a voulu la « réconciliation nationale », aussi l'épuration a-t-elle été limitée. Les fonctionnaires ont vite fait allégeance au nouveau pouvoir. Dans le même temps, les tendances structurelles de longue durée continuaient de se manifester : les nouvelles interventions publiques revenaient à une nouvelle entité para-étatique et le déclin de l'administration d'État, commencée sous le fascisme, se poursuit au profit de la professionnalisation complète du champ politique.

Jean-Yves Dormagen montre, on ne peut mieux - tous les chapitres sont passionnants - que, contrairement à l'avis d'Hannah Arendt, qui ne voyait dans le régime de Mussolini qu'une dictature, il y a bien eu un régime « capable de pénétrer tous les secteurs et domaines d'activités et d'encadrer, à travers ses multiples ramifications, des millions d'individus ».